



MONDE

15 ans après le massacre de Srebrenica, ses habitants se souviennent, pleurent et enterrent encore leurs morts  
Page B 1

www.ledevoir.com

# LE DEVOIR

Vol. CI N° 153

LE LUNDI 12 JUILLET 2010

1,10\$ + TAXES = 1,25\$

COUPE DU MONDE 2010

## L'Espagne a sa génération en or



JEAN DION

Un houleux débat de société perdure quant à l'identité de celui qui a le premier eu l'idée d'appeler le soccer *The Beautiful Game*, mais ce dernier, s'il est toujours de ce monde, a eu 90 bonnes minutes, en ce dimanche de finale de la Coupe du monde, pour se demander s'il ne s'était pas un peu trompé. Du jeu intense, certes, mais bonté, quel carnage. Peut-être s'agissait-il d'une illusion imputable à une exposition pendant un mois au tintamarre de fond des vuvuzelas, mais il semblait qu'on voyait plus souvent le maillot bleu ciel de l'officiel Howard Webb qui fouillait dans sa poche à la recherche de jaune que les joueurs en orange ou en rouge (eux qui portaient d'ailleurs, sans doute par esprit de contradiction, un uniforme marine).

Heureusement, ça s'est amélioré en prolongation, mais histoire d'alimenter les discussions à l'infini, il aura fallu une erreur d'arbitrage, une autre dans un tournoi qui avait déjà souffert de plusieurs mauvaises décisions à des moments clés, pour susciter la controverse. Sur la séquence menant au but décisif d'Andrés Iniesta à la 116<sup>e</sup> minute, le coup franc de Wesley Sneijder des Pays-Bas avait bel et bien touché un joueur espagnol dans le mur avant de rouler derrière la ligne de but. Ça aurait dû être corner pour les Pays-Bas, mais M. Webb, dont paradoxalement l'Espagne redoutait la présence avant la rencontre parce que celui-ci avait fait l'objet de critiques après avoir dirigé la défaite de la Roja contre la Suisse en lever de rideau (0-1), ne l'a pas vu. Le défenseur Joris Mathijsen s'est d'ailleurs pris un carton jaune dès après le but tellement il était furax.

VOIR PAGE A 8: ESPAGNE

■ Voir autres textes en page B 4

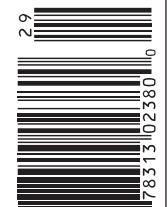


DYLAN MARTINEZ REUTERS

La Furia Roja a eu raison des Pays-Bas par la marque de 1 à 0 en finale hier.

INDEX

Annonces.....	B 2	Idées .....	A 7
Avis publics..	B 6	Météo.....	B 5
Convergence..	B 7	Monde.....	B 1
Culture.....	B 8	Mots croisés..	B 5
Décès.....	B 2	Religions.....	B 6
Économie.....	B 3	Sudoku.....	B 6
Éditorial.....	A 6	Télévision.....	B 7



## HAÏTI: APRÈS LA DESTRUCTION, L'ATTENTE



JEAN-FRANÇOIS LEMIRE COLLABORATION SPÉCIALE

Sous la tente qu'il partage avec son jeune frère, Jean-Marie, Jackson Joseph nourrit l'espoir d'être accepté au département de sociologie de l'Université d'État d'Haïti (UEH), toujours fermé.

## Accepter son sort

Les promesses d'il y a six mois tardent à se matérialiser

Dans la capitale haïtienne, de superbes arbres en fleurs côtoient encore les plus atroces destructions. Six mois jour pour jour après la catastrophe, nos journalistes sur place lancent aujourd'hui une série de papiers bilans à suivre cette semaine dans nos pages.

ÉTIENNE CÔTÉ-PALUCK

Le Devoir en Haïti

### 1. ÉDUCATION

Le lundi 5 avril, jour de la réouverture officielle de toutes les écoles publiques de Port-au-Prince, les marchands de bouffe et de jus colorés ont afflué avec le retour

soudain de centaines d'élèves en uniforme bleu et blanc sur le terrain du lycée Jean-Jacques-Desalines. Cela même s'il n'y avait toujours qu'un amas de débris là où se dressait naguère l'école de ce quartier dévasté, stratégiquement située au centre du secteur sud de la capitale.

VOIR PAGE A 8: HAÏTI

■ Voir autres textes en page A 3

## Rien n'a été réglé à Kanesatake

Vingt ans après la crise d'Oka, les revendications restent les mêmes

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Plus de 250 personnes ont souligné hier le début, il y a 20 ans, de la crise d'Oka, qui allait tenir le Québec en haleine pendant 78 jours. Mohawks et Blancs ont rappelé que les enjeux du conflit de 1990 se posent toujours et, encore aujourd'hui, minent sourdement le développement de Kanesatake.

«Nous sommes ici pour rappeler que ça a eu lieu il y a vingt ans. Depuis, les gouvernements ont tout fait sauf régler les raisons de la crise», a répété la présidente de Femmes autochtones du Québec, Ellen Gabriel, qui était sur la ligne de front en 1990. Elle agissait alors comme porte-parole de sa communauté. «Ils dépècent notre terre», a-t-elle souligné.

Derrière elle, une femme brandissait une affiche sur laquelle il était écrit en lettres rouges sur fond blanc: «20 ans après, rien n'a changé».

Les centaines de manifestants ont marché sous un soleil de plomb au rythme de chants traditionnels vers l'ouest, sur la route 344, pour s'arrêter un moment devant l'entrée du cimetière Pine Hill, tout près de l'endroit où avaient été érigées les barricades en 1990. Ils s'étaient élançés une heure plus tôt du centre-ville de la municipalité d'Oka. Les manifestants — des Mohawks, des sympathisants d'autres communautés à travers le Canada, mais aussi un large contingent de Blancs — ont par la suite convergé vers le centre communautaire de Kanesatake, sis à quelques pas, dans la pinède.

Quatre autobus jaunes nolisés par le Regroupement de solidarité avec les Autochtones avaient fait, hier, l'aller-retour entre Oka et Montréal. «Ce qu'on constate aujourd'hui, c'est que les enjeux [derrière la crise] de l'été 1990, ces enjeux-là, entre autres choses la protection de la terre, sont encore là aujourd'hui», a affirmé François Saillant, qui est membre du Regroupement de solidarité avec les Autochtones.

Rappelons que la crise de 1990 avait éclaté peu après que la municipalité d'Oka eut donné son feu vert à l'agrandissement d'un terrain de golf et son empiètement sur le cimetière des Mohawks.



«Nous ne voulons pas d'une deuxième crise d'Oka», a dit hier Sohenrise Paul Nicholas

VOIR PAGE A 8: KANESATAKE

L'ENTREVUE

## L'humanité face au basculement du monde

Apartheid et voracité marchande annoncent des perspectives terribles, avertit Michel Beaud



L'économiste Michel Beaud

Le système capitaliste serait-il à bout de souffle? Auteur de nombreux ouvrages sur la question, l'économiste français Michel Beaud prédit à notre système économique encore de belles années et de nouvelles tragédies. Entretien avec un humaniste profondément préoccupé par l'avenir du monde.

GAËTAN POULIOT

«On s'en va vers un monde qui va être terrible», lance au bout du fil Michel Beaud sur un ton posé. «Société d'apartheid» et «voracité marchande», cet intellectuel de gauche ne mâche pas ses mots pour parler des dérives de notre système économique. L'humanité fait face actuellement à un véritable «bascule-

ment du monde», dit-il. Une croisée des chemins où il n'existe qu'une certitude: l'univers dans lequel nous vivons change rapidement. Pour le meilleur ou le pire? Personne ne saurait le dire.

«Je suis très inquiet pour les prochaines décennies», explique l'universitaire de 75 ans. Dans presque tous

VOIR PAGE A 8: HUMANITÉ

Alliez-vous payer trop cher? DE 20 À 60%



Tout est réduit tout le temps chez

Pleinair ENTREPÔT

- VÊTEMENTS TECHNIQUES
- VÊTEMENTS DE VOYAGE
- SOULIERS ET BOTTES DE MARCHÉ
- SACS DE COUCHAGE
- SACS À DOS
- BÂTONS DE MARCHÉ, ETC.

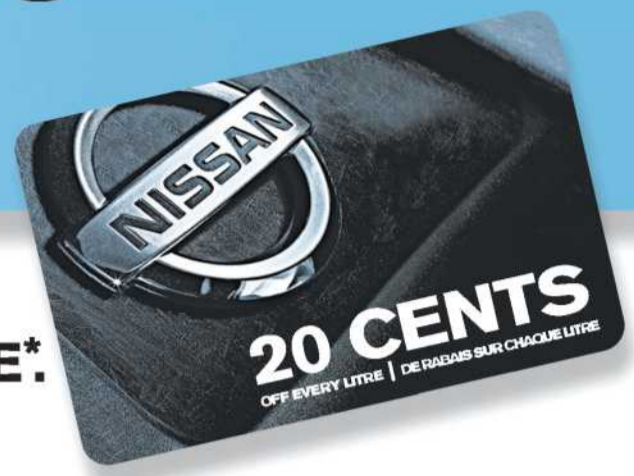
• NOUVEAUTÉ! SOULIERS DE COURSE À PIED, VÊTEMENTS DE VÉLO

MONTRÉAL : 1451, av. du MONT-ROYAL Est 514-525-5309  
BROSSARD : 6678, boul. TASCHEREAU 450-672-5217



# ROULEZ SUR LE BRAS DU GROS BON SENS

## 20¢ DE RABAIS SUR CHAQUE LITRE D'ESSENCE\*



### VERSA à hayon 1.8 S 2010

À L'ACHAT

Prix de vente

**15598\$\***

FINANCEMENT

**0%** jusqu'à 60 mois\*\*

NOUVEAU PRIX

**TOUT COMPRIS**

ÉCONOMISEZ 20 CENTS LE LITRE JUSQU'À 2000 LITRES\*  
CONSOMMATION/100 KM • VILLE 7,9 L • AUTOROUTE 6,3 L



Versa à hayon 1.8 SL illustrée

### ENSEMBLE SPORT SANS FRAIS SUR LA SENTRA SE-R 2010\*

UNE VALEUR DE 1 400 \$

- Toit ouvrant vitré électrique
- Sonorisation Rockford Fosgate
- 8 haut-parleurs
- Radio par satellite XM\*\*



Sentra SE-R illustrée

### SENTRA 2.0 2010 redessinée

NOUVEAU PRIX

**TOUT COMPRIS**

À L'ACHAT

Prix de vente

**16598\$\***

FINANCEMENT

**0%** jusqu'à 60 mois\*\*

ÉCONOMISEZ 20 CENTS LE LITRE JUSQU'À 2000 LITRES\*  
CONSOMMATION/100 KM • VILLE 8,4 L • AUTOROUTE 6,4 L

### ALTIMA 2.5 S 2010 redessinée

À L'ACHAT

Prix de vente

**25 413\$\***

FINANCEMENT

**0%** jusqu'à 60 mois\*\*

NOUVEAU PRIX

**TOUT COMPRIS**

ÉCONOMISEZ 20 CENTS LE LITRE JUSQU'À 2500 LITRES\*  
CONSOMMATION/100 KM • VILLE 8,8 L • AUTOROUTE 6,2 L



Altima 3.5 SR illustrée



VISITEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE NISSAN DÈS AUJOURD'HUI. OUVERT JUSQU'À 21H LES SOIRS DE SEMAINE\*\* [nissan.ca](http://nissan.ca)

DÉCOUVRIR un nouveau sens

\*L'achat ou le financement d'un nouveau véhicule Nissan à hayon, Sentra, Rogue, berline Altima (excluant l'Altima hybride), coupé Altima, Maxima, Murano, X-Trail, Pathfinder, Frontier ou Titan 2010 entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 31 août 2010 et économisez 20 cents le litre avec le carte Prix Préférentiel, jusqu'à concurrence de 3000 litres d'essence, dans les stations Petro-Canada\*\* participantes à travers le Canada ou dans les stations North Atlantic Petroleum de Terre-Neuve. 2000 litres sur la Versa à hayon, le Sentra et la Rogue; 2500 litres sur la berline Altima (excluant l'Altima hybride), le coupé Altima, le Maxima et le Murano; 3000 litres sur le X-Trail, le Pathfinder, Frontier et Titan. La Carte Prix Préférentiel Nissan sera activée au cours des 72 heures suivant l'achat ou le location d'un nouveau véhicule Nissan éligible. Le prix de vente à partir de 15 598 \$ pour la Versa à hayon 1.8 S 2010 (D6L660 AAO0) / 19 598 \$ pour la Versa à hayon 1.8 SL 2010 (D6L660 AAO0) / 19 598 \$ pour la Sentra 2.0 2010 à transmission manuelle (C4L660 AAO0) / 23 298 \$ pour la Sentra 2.0 2010 à transmission manuelle (C4L660 AAO0) / 25 418 \$ pour la berline Altima 2.5 S 2010 à transmission manuelle (T4R660 AAO0) / 27 028 \$ pour la berline Altima 2.5 SR transmission CVT (T4R660 AAO0). Taxes, immatriculation et assurance en sus. \*\* 0% de financement à l'achat, jusqu'à 60 mois disponible pour les modèles neufs de la Sentra, de la Versa à hayon et de l'Altima (excluant le coupé et l'hybride) 2010. Exemple de financement pour la Versa à hayon 1.8 S 2010 (D6L660 AAO0), la Sentra 2.0 2010 à transmission manuelle (C4L660 AAO0) et la berline Altima 2.5 S 2010 à transmission manuelle (T4R660 AAO0) basé sur un prix de vente de 15 598 \$ / 19 598 \$ / 25 418 \$ à un taux de crédit de 0,000000% (taux réel) sur une mensualité de 299,97 \$ (270,09 \$ + 29,88 \$ de frais de crédit) sur une période de 60 mois. Frais de crédit de 10 \$ / 20 \$ / 30 \$ pour une obligation totale de 18 600 \$ / 18 600 \$ / 25 418 \$. 1. Pour profiter de l'ensemble sport sans frais, l'achat de l'ensemble Touch est obligatoire (700 \$). \* 7. \*\* 1. Offres disponibles uniquement chez les concessionnaires participants. Les concessionnaires peuvent faire leurs propres prix. Les modèles illustrés sont à titre indicatif seulement. Le concessionnaire peut décider de commencer ou d'arrêter un véhicule. Veuillez votre concessionnaire pour tous les détails. Taxes, immatriculation et assurance en sus et seront exigées à la livraison. Les offres de location/financement sont disponibles uniquement auprès de Nissan Canada Finance pour un terme limité, sont sujettes à l'approbation du crédit, sont cessatives, ne peuvent être jumelées à aucune autre offre et peuvent faire l'objet de changements sans préavis. Les prix peuvent faire l'objet de changements sans préavis et ne peuvent pas être jumelés à aucune autre offre. Les prix incluent le réseau de manufacture. La radio par satellite XM\*\* est offerte dans les 10 provinces canadiennes et dans les 48 états contigus des États-Unis. Un financement mensuel de base est requis et vendra séparément après une période d'essai, selon l'entente de service sous-jacente en ligne à l'embarquement. Les frais et la programmation peuvent faire l'objet de changements. © 2009 XM Satellite Radio Inc. La marque XM et les logos s'y rattachant sont des marques de commerce déposées de XM Satellite Radio Inc. Les autres marques de commerce appartiennent à leurs propriétaires respectifs. \* Estimation de la consommation de carburant, le kilométrage réel peut varier selon les conditions de conduite. A utiliser à titre comparatif seulement. \*\* Chez les concessionnaires participants. Les noms, logos, abréviations, noms de produits et noms des concessionnaires de Nissan sont des marques de commerce utilisées sous licence ou appartenant à Nissan Motor Co., Ltd. ou à ses filiales nord-américaines.

## ACTUALITÉS

APRÈS LA DESTRUCTION, L'ATTENTE  
Une assurance  
médicale publique?

## 2. SANTÉ

ÉTIENNE  
CÔTÉ-PALUCK

Le Devoir en Haïti

Le système de santé public avait bien mauvaise réputation avant le séisme en Haïti. On espère maintenant que la catastrophe du 12 janvier se transformera en opportunité. On retrouve aujourd'hui, un peu partout au pays, des cliniques cubaines de première ligne ainsi que des hôpitaux d'ONG qui desservent les grands camps de déplacés de la capitale.

Des discussions auraient aussi lieu en ce moment au niveau politique pour établir un système d'assurance médicale publique pour tous, ou «sécurité sociale».

L'information est confirmée par le directeur de l'Hôpital général, le docteur Alix Lassègue.

«Les discussions visent l'ensemble des organismes qui devraient intervenir dans le cadre de cette protection sociale», explique-t-il dans ses anciens bureaux, qu'il vient tout juste de retrouver. «Je crois aussi que l'État a fait des offres aux hôpitaux privés pour les aider à se recapitaliser.»

Malgré la disparition de plusieurs hôpitaux privés, la plupart sont encore debout. Ils offriraient les meilleurs services de santé au pays, accessibles uniquement bien sûr à ceux qui en avaient les moyens. Ils ont ouvert leurs portes gratuitement à la suite du séisme et connaissent maintenant des difficultés financières importantes. Le plus réputé d'entre eux, le CDTI, a même dû fermer ses

portes et déclarer faillite.

Le ministre de la Santé publique et de la Population a aussi annoncé la semaine dernière un projet visant à offrir des soins gratuits aux moins de 6 ans, et ce, même dans les hôpitaux privés du pays.

«Il faudrait augmenter le financement des soins [courants] de santé en général, et ne pas restreindre ceci à la région métropolitaine, mais viser l'ensemble des régions du pays, ajoute le docteur Lassègue. Il faut qu'il y ait non seulement une réflexion, mais une décision politique sur le financement des soins de santé en Haïti.»

Avec l'aide de l'Union européenne et de certains groupes américains, le financement de la reconstruction des parties affectées de l'Hôpital général, où certains patients sont encore traités sous des tentes, semble aboutir. Les Suisses ont pour leur part pris en charge

l'hôpital de Petit-Goâve, au sud de la capitale, qu'ils promettent de remettre sur pieds d'ici deux ans.

«Je pense que dans le secteur de la santé, la vision est précise: il y a un plan intérimaire de santé [tiré du plan global de reconstruction du gouvernement]. Les éléments, les outils, les réflexions et les perspectives sont clairs. Maintenant, ce qui est important, c'est que le financement suive.»

Le ministre de la Santé a annoncé la semaine dernière que quatre nouveaux hôpitaux publics seront construits d'ici la fin de l'année dans la région de Port-au-Prince avec l'aide du Brésil et de Cuba.

Collaborateur du Devoir

«Il faut qu'il y ait non seulement une réflexion, mais une décision politique sur le financement des soins de santé en Haïti»

Le règne des tentes  
n'est pas terminé

## 3. LOGEMENT

ÉTIENNE CÔTÉ-  
PALUCK

Le Devoir en Haïti

En matière de logement, l'attente sera beaucoup plus longue pour la majorité des centaines de milliers de déplacés vivant sous les tentes.

Plusieurs projets de maisons semi-permanentes ont été annoncés dans le dernier mois. La Croix-Rouge canadienne, par exemple, devrait en construire 4500 à Léogane et 3000 à Jacmel d'ici l'automne 2011. Pour l'instant, seules 47 de ces maisons ont été complétées, qui devraient recevoir leurs résidents cette semaine. Plusieurs ONG ont fait des annonces similaires et de nombreux projets-pilotes audacieux sont en cours, tels que des maisons faites de pneus ou de bouteilles de plastique. Le gouvernement haïtien vient également de lancer un concours d'architecture de maisons qui se terminera en octobre.

Mais la capacité de construction limitée constitue un frein. Dans les camps, les gens voudraient pourtant retourner dans leur maison ou sur le terrain de leur ancienne maison avec leur tente. C'est le cas de Marie-Michèle Dorilas, qui habite le gigantesque camp sur le site du club de golf Pétiion-Ville depuis le 13 janvier.

«Je n'ai pas d'argent pour réparer la maison familiale. Ici, les gens pissent dans les rigoles qui suivent le chemin de terre et ensuite les enfants y jouent», raconte cette femme de 40 ans, qui vit pour l'instant sous une bâche orange avec son mari et ses huit enfants.

En effet, les débris jonchent encore toute la capitale et le président de l'État haïtien, René Prével, ne prévoit pas être en mesure de les retirer avant deux ou trois ans. «Quand la pluie tombe, tout se transforme en boue. Et on dit que cette année, les ouragans vont frapper fort»,

explique madame Dorilas. Tout va s'écraser encore. Toutes les tentes vont s'envoler!» s'esclaffe-t-elle, les bras montant dans les airs pour indiquer la future trajectoire de ces tentes.

Plusieurs habitants des plus gros camps s'y sont installés parce qu'ils n'ont pas de travail et n'avaient pas de véritable logis avant le séisme, affirme aussi Casandre, une étudiante du lycée Jean-Jacques-Dessalines.

«À Martissant 1, où j'habite, les gens ne reçoivent pas d'aide. J'ai reçu de l'aide [des bâches] parce que je me suis rendue à Carrefour», communique-t-elle. Plusieurs grands camps ont été érigés et reçoivent de l'aide.

Les plus chanceux ont pu reprendre l'école ou trouver un toit digne de ce nom chez un ami ou des parents. Les autres acceptent désormais leur sort et devront habiter encore longtemps dans des camps de fortune. Un peu partout dans la capitale et dans les régions directement touchées par le terrible tremblement de terre du 12 janvier, la population s'est résignée face aux problèmes auxquels ils font désormais face.

«Je ne sais pas si l'avenir sera radieux ou non», conclut Casandre. Il y a eu beaucoup de victimes, mais après deux ou trois semaines remplies de problèmes, les gens ont fini par apprendre à vivre avec ceux-ci. Comme on sait, Haïti était déjà toute à l'envers avant le séisme et on s'habitue, à la longue, à vivre avec les obstacles.»

Collaborateur du Devoir



ST FELIX EVES REUTERS

En Haïti, des milliers de déplacés vivent sous les tentes.

Québec serre la vis aux centres  
de désintoxication privés

PATRICE BERGERON

Québec — Le gouvernement Charest fait le ménage dans les centres de désintoxication privés. Une vingtaine d'entre eux devront fermer leurs portes au Québec en raison de l'entrée en vigueur de nouvelles normes.

Québec resserre ainsi les règles à la suite des recommandations de la Protectrice du citoyen, Raymonde Saint-Germain. Elle avait reçu de nombreuses plaintes, mais ne pouvait sévir, en l'absence de réglementation.

Mais depuis la semaine dernière, de nouvelles dispositions en matière de confidentialité, d'hygiène et de sécurité garantissent la qualité des soins à une clientèle déjà vulnérable.

Selon la ministre déléguée aux Services sociaux, Lise Thériault, le Québec passe ainsi d'un régime anarchique à un autre mieux régulé.

«Les gens qui décident d'aller traiter un problème de dépendance, à l'alcool, à la drogue ou au jeu sont des personnes vulnérables», a expliqué la ministre au cours d'une entrevue téléphonique récente. «Donc, on ne peut pas laisser n'importe qui ouvrir des centres de réadaptation.»

La Protectrice du citoyen avait reçu une trentaine de plaintes en 2009 pour abus financiers et exploitation entre autres: détournement de chèques de bénéficiaires, trafic de médicaments, manque de surveillance, etc. Les histoires d'horreur ne manquent pas, mais elle ne pouvait intervenir, puisqu'il n'y avait aucun cadre contraignant pour le justifier.

«Certains de ces milieux étaient en soi propices à la récurrence, alors qu'un des objectifs, justement, était qu'ils soient des milieux de réinsertion qui contribuent à ce que les personnes vulnérables soient mieux surveillées, pour pouvoir

recouvrer leur autonomie», a commenté Mme Saint-Germain dans un entretien.

Sur un peu plus de 120 centres d'hébergement privés spécialisés en désintoxication, 22 ont décidé de lancer la serviette et fermeront au cours de la prochaine année.

«Certains ont dit que c'était trop compliqué et ont décidé carrément de fermer, d'autres trouvaient que cela demandait des rénovations trop majeures au bâtiment ou ne voulaient pas avoir un gardien de sécurité en permanence» a cité Mme Thériault en exemple.

Elle a indiqué que les agences de santé ont déjà pris des mesures pour réorienter les clients vers d'autres ressources.

Un peu plus d'une soixantaine sont déjà certifiés, tandis que 38 devraient recevoir leur certificat en cours d'année.

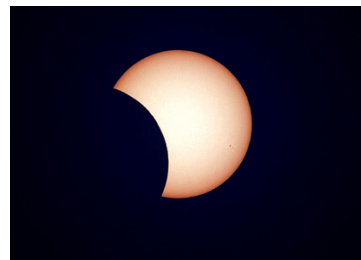
La Protectrice du citoyen estime toutefois que la clientèle ne sera pas abandonnée à elle-

même, puisque d'autres centres s'adapteront à la demande croissante. Cet avis est partagé par le sénateur Jean Lapointe, qui se consacre depuis longtemps à la lutte aux problèmes de dépendance. Il a d'ailleurs fondé une maison qui porte son nom et qui compte de nombreuses succursales. Il assure que la plupart des centres ne sont pas toujours pleins, mais ajoute que les besoins sont en hausse depuis une quinzaine d'années.

«C'est très bien, je suis très content que le gouvernement se penche sur cette question, a-t-il dit, dans une entrevue par téléphone. Il y a de très bonnes maisons, il y en a d'autres un peu moins bonnes. Vous savez, un alcoolique qui se rétablit veut aider les autres, alors il y en a qui n'avaient pas la compétence voulue pour ouvrir un centre.»

La Presse canadienne

## LE SOLEIL AVAIT RENDEZ-VOUS AVEC LA LUNE...



MARTIN BERNETTI AGENCE FRANCE-PRESSE

C'EST pour être plongés dans le noir que des milliers de touristes ont convergé vers le sud, hier. Plus de 4000 touristes et astronomes ont admiré l'éclipse solaire totale d'environ quatre minutes depuis l'île de Pâques, et ils étaient aussi nombreux à se masser en Polynésie française. Les éclipses totales surviennent lorsque la Lune passe entre la Terre et le Soleil à un moment où les trois astres sont parfaitement alignés. La Lune peut cacher entièrement le Soleil aux personnes se trouvant dans l'ombre qu'elle projette à la surface de la Terre. Hier, le phénomène était visible sur un étroit couloir d'une longueur de 11 000 km traversant le Pacifique Sud.

L'industrie de la décontamination  
se battra contre le projet ÉcolosolSi Québec adopte un décret, le Conseil des entreprises de services  
environnementaux le contestera en justice

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

Les entreprises spécialisées dans le traitement des sols contaminés ont clairement laissé entendre au gouvernement Charest qu'il s'expose à une bataille juridique en règle s'il autorise le projet Écolosol aux termes d'un décret qui pourrait se révéler illégal.

C'est l'avis exprimé dans une lettre signée par le nouveau directeur général du Conseil des entreprises de services environnementaux (CESE) à la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, Line Beauchamp, le 18 juillet. Tout ce secteur industriel craint que, comme il le fait souvent, le gouvernement n'accorde une autorisation à ce projet en plein été, alors que les milieux industriels et écologiques opposés au projet seront totalement démobilisés.

Dans leur document de cinq pages, dont Le Devoir a obtenu copie, les entreprises disent au gouvernement Charest qu'il «doit s'abstenir d'adopter un décret approuvant le projet Écolosol inc.», parrainé par l'homme d'affaires Tony Accurso et un collecteur de fonds du Parti libéral du Québec, Normand Trudel.

Selon le CESE, deux motifs sérieux pourraient être invoqués pour contester un décret qui augmenterait les concentrations en toxiques des sols contaminés susceptibles d'être enfouis aux installations existantes d'Écolosol à Mascouche. Une telle bataille juridique pourrait aussi remettre en question, selon les entrepreneurs du CESE, la légalité du certificat d'autorisation qui permet présentement à cette entreprise de poursuivre ses activités.

Le CESE rappelle à la ministre Beauchamp que son ministère n'a pas le droit d'autoriser un projet sur un territoire agricole sans que ce dernier ait été formellement dézoné par la Commission de protection du territoire agricole (CPTAQ).

Or cette commission a avisé les commissaires du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) qu'elle n'avait «jamais» autorisé l'implantation et l'exploitation d'un lieu d'enfouissement de sols contaminés, que le ministère de

l'Environnement a néanmoins permis.

«L'absence d'autorisation de la CPTAQ est fatale et le gouvernement pourrait rendre en conséquence un décret invalide, avec les conséquences en découlant», indique la lettre qui donne comme exemple d'impact fatal ce qui est arrivé au décret de Québec qui avait autorisé la ligne Hertel-Des Cantons après le verglas. Le décret en question avait été annulé par les tribunaux.

Par ailleurs, les entreprises en services sanitaires rappellent à Québec que Mascouche, de son propre aveu en audiences, n'a jamais autorisé l'enfouissement permanent sur les terrains d'Écolosol, où le BAPE a reconnu explicitement qu'on n'y pratique pas d'entreposage temporaire. Selon le CESE, Écolosol a obtenu ses autorisations antérieures «en inventant de toutes pièces la notion de stockage par enfouissement» pour jouer sur les deux tableaux réglementaires, alors que le stockage et l'enfouissement sont des activités juridiquement différentes.

Des raisons d'un autre ordre, plus politique celui-là, militent en faveur d'un refus de ce projet, ajoutent les entreprises du secteur des sols contaminés.

Le projet Écolosol, disent-elles, «n'est aucunement justifié en termes de capacité d'enfouissement disponibles puisque les capacités existantes dépassent largement les besoins régionaux» de plus de 3 millions de tonnes.

De plus, ajoutent-elles, le projet Écolosol «est contraire aux orientations de la Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés de 1998, qui favorisent le traitement et la valorisation pour la réutilisation de ces sols contaminés plutôt que leur enfouissement» pur et simple, ce qu'Écolosol veut pouvoir faire.

Le projet nuirait aussi sur le plan économique aux entreprises qui ont investi dans ce secteur en prenant acte des orientations gouvernementales, un aspect économique que l'étude d'impact d'Écolosol n'a pas étudié malgré ses répercussions possibles.

Le Devoir

Énergie verte  
240 000 \$  
en sondages

Le gouvernement conservateur en place à Ottawa dépense 240 000 \$ en sondages sur la perception qu'ont les Canadiens de l'énergie verte, alors que cette industrie se plaint d'être victime d'un manque de financement.

Des documents obtenus par La Presse canadienne indiquent que le ministre des Ressources naturelles, Christian Paradis, a récemment autorisé un vaste projet de recherche par sondages. Ces enquêtes portent sur des sujets comme l'économie d'énergie et les symboles Energy Star, apposés sur certains appareils électroménagers.

L'élaboration du projet s'est terminée dans les semaines suivant le dernier budget fédéral, qui a soulevé la colère chez les environnementalistes en raison de subventions à l'industrie de l'énergie verte jugées dérisoires.

Les producteurs d'énergie renouvelable du Canada affirment qu'Ottawa met en péril leur secteur en refusant de garantir le financement à long terme d'ÉCOENERGIE, programme lancé en 2007 avec une enveloppe de 1,4 milliard pour l'industrie.

Le projet d'enquête comprend deux études. La première, d'une valeur de 175 000 \$, a pour objectif d'en arriver à une compréhension claire et actuelle de l'opinion publique sur plusieurs éléments de la politique énergétique du Canada. La seconde étude coûtera 65 000 \$ et se concentrera sur le symbole Energy Star.

La Presse canadienne

## ACTUALITÉS

Le Devoir, c'est moi

## Le souvenir précieux de l'odeur de l'encre

Faire partie du *Devoir*, c'est y travailler, l'appuyer, le lire assidûment. De cette communauté, qui s'est construite depuis 100 ans, nous avons retenu quelques portraits. Chaque lundi, jusqu'en décembre, nous vous présenterons un lecteur, une lectrice, du Québec comme d'ailleurs, abonné récent ou fidèle d'entre les fidèles. En voici un qui a connu *Le Devoir* dès la tendre enfance.

ALEXANDRE SHIELDS

On dit souvent que les souvenirs d'enfance sont aussi forts qu'impérissables. Des vacances en famille marquantes, un cadeau de fête particulièrement désiré, un Noël exceptionnel... Mais il est pour le moins rarissime que certaines des grandes joies des années de jeunesse soient associées à un quotidien. C'est pourtant le cas de Jean-Pierre Noiseux, qui a pratiquement «travaillé» pour *Le Devoir*, lorsqu'il était enfant, et s'en souvient comme d'une période de «fête». Rien de moins.

Son père, Maurice Noiseux, a travaillé au service du tirage durant plus de 25 ans, essentiellement à l'époque où le quotidien de la rue Bleury était encore celui de la rue Notre-Dame.

«Durant de nombreuses années, mon père a eu pour tâche de faire de la "collection", c'est-à-dire de faire le tour des dépositaires du journal dans une grande partie de l'île de Montréal, de collecter l'argent des ventes et de reprendre les exemplaires invendus du journal. L'été, lorsque j'étais enfant, entre l'âge de 7 et 12 ans environ, il m'amenaient parfois faire ses routes les plus courtes», se souvient-il.

**100 ans**  
de regards  
sur l'information

Une fois la tournée complétée, le père et le fils venaient décharger une pleine valise de voiture de journaux sur une plate-forme de chargement située dans la cour intérieure du vieil immeuble. Son père passait ensuite au tirage pour faire ses comptes.

## Coup de main

«Pendant qu'il fermait ses livres et discutait avec le chef du tirage, je passais le plus clair de mon temps à l'adressographe, une salle où l'on imprimait les étiquettes à coller sur les journaux envoyés par la poste aux abonnés. Là, une toute petite femme du nom de Kim Côté, très énergique et souriante, une "vieille fille", comme on disait à l'époque, tapait les adresses des nouveaux abonnés sur de petites plaques de métal qui étaient rangées dans de longs et étroits tiroirs de métal, lesquels étaient ensuite installés tour à tour et quotidiennement sur une grosse machine qui imprimait les adresses.»

Chose impensable aujourd'hui, Mme Côté le laissait insérer les tiroirs dans la machine et ranger ceux qui avaient déjà été utilisés dans les classeurs. «Je sens encore l'odeur de l'encre et celle du métal chaud qui emplissait non seulement cette salle, mais aussi tous les locaux du *Devoir*. Je vois encore les doigts tachés d'encre de Kim Côté et j'entends encore le vacarme des machines. Je n'étais pas peu fier de mettre la main à la pâte et de participer un peu à la fabrication du "meilleur de tous les journaux", comme me l'avait appris mon père.»

Fier, mais aussi heureux d'avoir pu rencontrer le rédacteur en chef de l'époque, André Laurendeau. «Une fois, mon père m'a amené le voir dans son bureau. J'étais pas mal impressionné de serrer la main de cet important monsieur qui animait de



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Enfant, Jean-Pierre Noiseux donnait parfois un coup de main à son père, qui travaillait au service du tirage du *Devoir*. Il se souvient encore de l'odeur de l'encre et du métal chaud de la salle de l'adressographe, où étaient imprimées «des étiquettes à coller sur les journaux envoyés par la poste aux abonnés». Aujourd'hui, il cultive une passion pour la musique liturgique.

surcroît une émission de télévision intitulée *Pays et merveilles*».

## Sacré

Son petit-cousin, Donat C. Noiseux, a également œuvré au sein de l'équipe du *Devoir* à titre de chroniqueur agricole à la fin des années 1920, avant de devenir directeur du *Bulletin des agriculteurs*. Bref, ce quotidien centenaire a toujours fait partie du paysage familial.

Lui-même y est demeuré attaché, en plus de cultiver une passion pour la musique liturgique. Il croit d'ailleurs fermement à la possibilité d'intéresser davantage de gens à cet art relativement méconnu du grand public. C'est en partie pour cela qu'il coorganise chaque année les Journées grégoriennes, à l'église Saint-Viateur-d'Outre-

mont. Il y prend lui-même part à titre de directeur de la Schola Saint Grégoire, un ensemble qui se consacre à l'interprétation non seulement du chant grégorien, mais aussi des répertoires liturgiques qui lui sont apparentés (chants milanais, bénéventain et vieil-hispanique, drames liturgiques, plain-chant, etc.).

Jean-Pierre Noiseux, qui a longtemps joué de la flûte à bec dans diverses formations, poursuit en même temps des recherches sur la restauration du chant grégorien au XIX<sup>e</sup> siècle.

Mais s'il se passionne depuis des années pour la musique sacrée, *Le Devoir* n'en a pas moins conservé une part non négligeable à ses yeux. Une parcelle de mythe à préserver et à perpétuer.

Le Devoir

Marée noire

## La plaie est rouverte en attendant le nouvel entonnoir

Sans toutefois garantir le succès de l'entreprise, les ingénieurs de BP ont achevé de retirer l'entonnoir qui captait le pétrole s'échappant dans le golfe du Mexique depuis maintenant 84 jours. Profitant du beau temps, ils espèrent lui substituer un modèle plus performant censé piéger la quasi-totalité du brut. Le retrait du premier entonnoir a toutefois rouvert la plaie, d'où le brut jaillit à nouveau à plein débit.

La mise en place du nouvel entonnoir sera achevée «dans les quatre à sept prochains jours, en fonction de la façon dont les choses vont se passer», a estimé Kent Wells, un vice-président de la compagnie pétrolière britannique. Le délai de remplacement dépasse celui initialement prévu. L'amiral à la retraite des gardes-côtes chargé de superviser les opérations de nettoyage, Thad Allen, avait d'abord annoncé que l'opération serait terminée hier ou aujourd'hui.

Même s'il se dit «satisfait» du déroulement des opérations, Kent Wells se refuse cependant à garantir le succès de sa nouvelle tentative, soulignant que le nouvel entonnoir n'a encore jamais été déployé «à cette profondeur et dans ces conditions». BP viendra à bout de la fuite «éventuellement», a-t-il prudemment déclaré.

«Nous travaillons 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 depuis le début, et cela continuera jusqu'à la fin», a-t-il encore promis lors d'une audioconférence avec la presse.

En surface, quelque 400 navires pompent et filtrent le brut qui s'échappe désormais librement de la fuite. L'entonnnoir initial permettait de récupérer quelque 25 000 barils par jour sur un total quotidien estimé entre 35 000 et 60 000 barils.

BP espère endiguer complètement et définitivement la fuite en forant, sans doute d'ici la mi-août, des puits de dérivation du pétrole. Un premier puits de dérivation pourrait entrer en fonction dès la fin juillet, a d'ailleurs annoncé Kent Wells hier.

## L'enquête se poursuit

Pendant que BP poursuit ses efforts, l'administration Obama continue d'examiner d'éventuelles inculpations liées à la marée noire. «L'enquête se poursuit. Nous sommes en train de rassembler des documents, de parler à des témoins», a rapporté Eric Holder, le ministre de la Justice, dans un entretien à la chaîne CBS.

Le ministre a précisé que l'enquête s'effectuait tant au civil qu'au pénal. Il a également souligné qu'aucun calendrier n'avait été fixé touchant une possible mise en cause judiciaire du groupe britannique BP.

Eric Holder a aussi rappelé que lorsqu'il avait annoncé, le 1<sup>er</sup> juin, l'ouverture d'une enquête judiciaire, il n'avait pas explicitement montré BP du doigt, étant donné que le géant pétrolier n'est pas le seul impliqué dans cette affaire. «Ce que j'ai dit, c'est que nous avons ouvert une enquête. Mais je n'ai pas indiqué quel en était le sujet», a-t-il expliqué.

«C'est à prendre très au sérieux, parce qu'il y a un tas d'entités et de personnes sur lesquelles nous enquêtons. Il ne serait pas correct de conclure que BP est le seul dans cette affaire», a-t-il répété.

Le Devoir avec l'Agence France Presse

## Les conservateurs veulent gêner les électeurs de l'âge d'or

## La ministre d'État aux Aînés veut modifier les politiques publiques concernant les personnes âgées

Ottawa — Les conservateurs fédéraux envisagent d'apporter des changements majeurs dans les politiques publiques concernant les aînés, alors que les considérations d'ordre démographique sont de plus en plus importantes pour l'avenir de leur parti.

La ministre d'État aux Aînés, Diane Ablonczy, a affirmé que le gouvernement fédéral envisage actuellement le retrait des vestiges législatifs de l'âge de la retraite obligatoire. Les employés des industries et entreprises sous réglementation fédérale doivent toujours prendre leur retraite lorsqu'ils atteignent 65 ans. Certains cas exceptionnels seraient toujours sous le coup de cette limite.

Elle a aussi déclaré qu'Ottawa étudiait le soutien de revenu dédié aux femmes âgées plongées dans la pauvreté après le décès de leur mari. Celles-ci ne bénéficieraient pas d'allocations suffisantes.

Mme Ablonczy se penche aussi sur des solutions pour rendre le monde du travail plus accueillant vis-à-vis des travailleurs âgés, afin que ceux-ci puissent demeurer en emploi s'ils le désirent.

«La communauté des affaires devra procéder à quelques adaptations», a-t-elle précisé.

La ministre d'État affirme que Ottawa a déjà commencé ses efforts de réforme majeure des pensions. Le montant que les personnes âgées peuvent gagner sans affecter le montant de leur supplément de revenu garanti.

Malgré ces projets, la ministre d'État aux Aînés a affirmé en entrevue que le plus grand défi dans l'élaboration des politiques publiques est le changement des mentalités.

Pendant longtemps, les gouvernements ont cru que le marché de la main-d'œuvre n'avait pas besoin des personnes âgées et que ceux-ci ne voulaient pas travailler. L'évolution de la démographie fait que les employeurs ont maintenant besoin des compétences et de l'expertise des aînés, qui veulent aussi rester actifs, selon la ministre d'État.

Entre 2015 et 2021, le nombre de personnes âgées devrait dépasser celui des enfants au Canada

2015 et 2021, le nombre de personnes âgées devrait dépasser celui des enfants au Canada.

Pour le PCC, ces chiffres cachent une occasion incroyable. Déjà, la base de l'électorat conservateur repose grandement sur les électeurs les plus âgés, et le parti veut en profiter en augmentant encore plus sa part dans ce groupe démographique, affirme le président de la firme Harris/Decima Allan Cregg.

«Mobiliser sa propre base électorale est aussi important, peut-être même plus, qu'agrandir sa base», soutient le sondeur.

La Presse canadienne

EN BREF

## De l'aide post G20

Les membres de la Convergence des luttes anticapitalistes ont mis sur pied un comité de support psychosocial pour venir en aide aux personnes arrêtées lors du sommet du G20 de Toronto. Les militants estiment nécessaire d'offrir de l'aide aux personnes appréhendées qui sortent de prison. Des efforts d'assistance psychologique ont été organisés dans la région de Montréal. Plusieurs autres ressources, notamment en ligne, ont aussi été identifiées pour aider les militants qui se disent perturbés et encore sous le choc. — *La Presse canadienne*

## Tourisme: le PQ blâme le manque de leadership

Pour que le Québec puisse obtenir la part de marché qui lui revient dans l'industrie du tourisme sur la scène internationale, le ministère chargé de cette question ne doit plus faire cavalier seul. C'est du moins ce que soutient le député péquiste de Berthier et porte-parole de l'opposition en matière de tourisme, André Villeneuve. La semaine dernière, *Le Devoir* publiait des données sur la baisse de visiteurs dans la Belle Province. Ainsi, depuis 2002, le Québec aurait perdu 28 % de touristes canadiens et 40 % des vacanciers en provenance des États-Unis. Selon M. Villeneuve, la faute revient au gouvernement Charest, qui a manqué de vision à long terme dans ce dossier. — *La Presse canadienne*

**ROLEX**



OYSTER PERPETUAL DATEJUST  
EN ACIER ET OR EVEROSE 18 CARATS

**Bijouterie  
Gambard**  
Vente et service technique

630-A RUE CATHCART, CENTRE-VILLE MONTRÉAL (514) 866-3876

# Nos rabais vous feront chaud au cœur.

Économisez 20 % sur votre  
prochain vol Porter.

Mentionnez le code ETE20  
Réservations en ligne ou auprès  
de votre agent de voyages.  
D'ici lundi 12 juillet.



Vols au départ de Montréal. Réservez avant le 12 juillet.

Les tarifs ci-dessous incluent le rabais de 20 %.  
Mentionnez le code ETE20 pour en profiter.

TORONTO 23 par jour 72* \$	HALIFAX 88* \$	ST. JOHN'S 128* \$	SUDBURY 136* \$	THUNDER BAY 112* \$
BOSTON 152* \$	CHICAGO 152* \$	NEW YORK 97* \$		

Réservez en ligne ou contactez votre agent de voyages.

\* Réservez avant le 12 juillet 2010 pour vos trajets avant le 15 décembre 2010. Porter peut exiger des réservations jusqu'à 21 jours à l'avance. L'aller simple en classe Fixe n'inclut pas les taxes, frais et surcharges. Les sièges à ce tarif sont en nombre limité et peuvent ne pas être disponibles sur tous les vols ou pour toutes les dates. Offre valable pour les nouvelles réservations seulement.

## ÉDITORIAL

## Grèves en Chine

## La métamorphose

Au cours des deux derniers mois, la Chine a vécu un bouleversement d'autant plus profond qu'il est à la fois économique et social: des ouvriers en colère se sont mis en grève dans un pays où le droit de grève a été banni en 1982. Politiquement, l'émergence d'un mouvement présentant des ressemblances avec le Solidarnosc polonais agace au plus haut point les autorités chinoises.

Il y a vingt ans, au royaume du capitalisme pur et dur, tout était plus simple: les entrepreneurs disposaient d'une armée de réserve au nombre imposant, une armée de sans-grade corvéables à souhait, une armée docile parce que peu instruite. Une armée formée essentiellement de paysans venant des provinces centrales et pauvres. Une armée sans réels représentants syndicaux, puisque l'unique centrale syndicale obéissait aux diktats des féodaux qui dirigeaient l'empire du Milieu à l'aune du centralisme démocratique.

Aujourd'hui, les ouvriers étant les enfants des premiers évoqués, ils connaissent de l'intérieur l'enfer vécu par leurs parents. Ils connaissent également tous les «trucs» que les technologies dites nouvelles permettent sur le front de la communication. En fait, ils les maîtrisent d'autant mieux que ce sont eux qui fabriquent les produits Apple, les ordinateurs Dell, les cellulaires Nokia, etc.

Il y a quelques semaines de cela, les jeunes à l'emploi de Honda ont déclenché une grève qui a paralysé toutes les usines du constructeur. Il est intéressant de noter que c'est par le truchement de la quincaillerie informatique qu'ils ont choisi des négociateurs, établi une stratégie, formulé des mots d'ordre et un slogan: «Nous ne nous battons pas juste pour les droits des 1800 ouvriers de Honda, mais pour celui des travailleurs de toute la Chine.»

Par un de ces paradoxes dont l'empire du Milieu a le secret, ce mouvement a été largement couvert par la presse et la télévision nationales. La raison de cet engouement médiatique? Honda est une entreprise à capitaux étrangers, en l'occurrence liée aux Japonais, encore et toujours honnis par une large tranche de la population. Les travailleurs de Honda ayant donné l'exemple, des grèves ont été déclenchées dans un nombre incroyable de sociétés internationales. Et toujours elles ont été abondamment commentées.

Dans tous les cas, des hausses de salaires de plus de 25 % sur un an ont été accordées. D'autres augmentations, c'est à retenir, sont prévues pour 2011. Quoi d'autre? Les contestataires ont obtenu le droit à leur représentation syndicale. Dans la plupart des cas, ils ont gagné le pouvoir de choisir leurs délégués et donc de renvoyer dans leurs foyers ceux de l'ACFTU, l'unique centrale syndicale du pays, qui est à la botte, on le répète, du comité central du Parti.

En encourageant la couverture de ces conflits mettant en scène des compagnies, on le souligne à nouveau, étrangères, le gouvernement ne se doutait pas que la grogne dans le privé générerait le secteur public. Cette dernière à peine constatée, le chef de l'État a agi avec d'autant plus de célérité que lui et ses ministres envisageaient avec une certaine appréhension un tsunami syndical propre à lui soutirer certains pouvoirs. Il a donc décrété une hausse de 20 à 30 % des revenus des fonctionnaires d'une vingtaine de provinces et commandé la délocalisation d'usines du sud industriel vers les régions rurales.

Car outre la fronde des exploités, la Chine est d'ores et déjà confrontée à un défi d'envergure. De quoi s'agit-il? La politique de l'enfant unique observée pendant des années et des années, qui a eu pour conséquence que la génération des 15-24 ans va diminuer des deux tiers au cours des douze prochaines années. Autrement dit, le risque d'une pénurie de main-d'œuvre, l'une des hantises de Pékin, est bel et bien probable, avec ce que cela suppose de revendications sociales.

Histoire de tuer dans l'œuf les objectifs sociaux, économiques et politiques des ouvriers de Honda et d'ailleurs, le président Hu Jintao s'est fait le défenseur d'une évolution accélérée du modèle chinois. Le projet, considérable, est le suivant: passer d'une économie centrée sur les exportations à une économie plus équilibrée, donc faisant plus de place à la consommation. Comment ont réagi les jeunes leaders syndicaux? Ils veulent davantage que la consommation.

Historie de tuer dans l'œuf les objectifs sociaux, économiques et politiques des ouvriers de Honda et d'ailleurs, le président Hu Jintao s'est fait le défenseur d'une évolution accélérée du modèle chinois. Le projet, considérable, est le suivant: passer d'une économie centrée sur les exportations à une économie plus équilibrée, donc faisant plus de place à la consommation. Comment ont réagi les jeunes leaders syndicaux? Ils veulent davantage que la consommation.

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédactrice en chef JOSEE BOILEAU

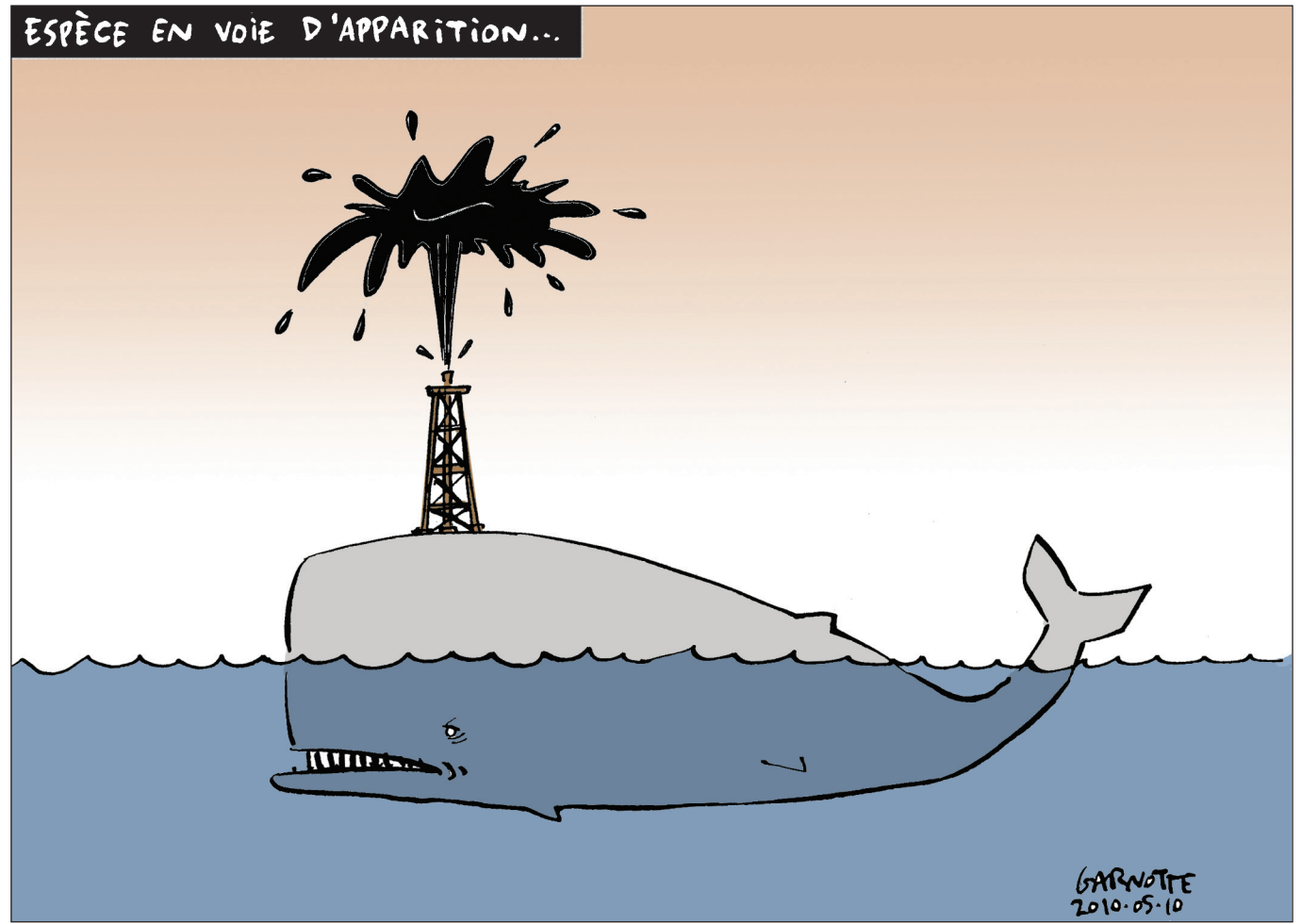
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO



REPRISE



SERGE TRUFFAUT

La raison de cet engouement médiatique? Honda est une entreprise à capitaux étrangers, en l'occurrence liée aux Japonais, encore et toujours honnis par une large tranche de la population. Les travailleurs de Honda ayant donné l'exemple, des grèves ont été déclenchées dans un nombre incroyable de sociétés internationales. Et toujours elles ont été abondamment commentées.

Dans tous les cas, des hausses de salaires de plus de 25 % sur un an ont été accordées. D'autres augmentations, c'est à retenir, sont prévues pour 2011. Quoi d'autre? Les contestataires ont obtenu le droit à leur représentation syndicale. Dans la plupart des cas, ils ont gagné le pouvoir de choisir leurs délégués et donc de renvoyer dans leurs foyers ceux de l'ACFTU, l'unique centrale syndicale du pays, qui est à la botte, on le répète, du comité central du Parti.

En encourageant la couverture de ces conflits mettant en scène des compagnies, on le souligne à nouveau, étrangères, le gouvernement ne se doutait pas que la grogne dans le privé générerait le secteur public. Cette dernière à peine constatée, le chef de l'État a agi avec d'autant plus de célérité que lui et ses ministres envisageaient avec une certaine appréhension un tsunami syndical propre à lui soutirer certains pouvoirs. Il a donc décrété une hausse de 20 à 30 % des revenus des fonctionnaires d'une vingtaine de provinces et commandé la délocalisation d'usines du sud industriel vers les régions rurales.

Car outre la fronde des exploités, la Chine est d'ores et déjà confrontée à un défi d'envergure. De quoi s'agit-il? La politique de l'enfant unique observée pendant des années et des années, qui a eu pour conséquence que la génération des 15-24 ans va diminuer des deux tiers au cours des douze prochaines années. Autrement dit, le risque d'une pénurie de main-d'œuvre, l'une des hantises de Pékin, est bel et bien probable, avec ce que cela suppose de revendications sociales.

Histoire de tuer dans l'œuf les objectifs sociaux, économiques et politiques des ouvriers de Honda et d'ailleurs, le président Hu Jintao s'est fait le défenseur d'une évolution accélérée du modèle chinois. Le projet, considérable, est le suivant: passer d'une économie centrée sur les exportations à une économie plus équilibrée, donc faisant plus de place à la consommation. Comment ont réagi les jeunes leaders syndicaux? Ils veulent davantage que la consommation.

## Trêve de nation building, s'il vous plaît

«La répétition ne transforme pas un mensonge en vérité», disait Roosevelt. Voilà qui est d'une sagesse dont le prochain gouverneur général semble n'avoir cure. En effet, David Johnston n'a pas attendu le début de son mandat pour faire ce qu'Ottawa attend de lui. Dès sa première sortie publique, le 8 juillet dernier, le futur représentant de la reine du Canada s'est proclamé successeur désigné du fondateur de l'Amérique française. «De Samuel de Champlain à Michaël Jean, tous nos prédécesseurs ont donné un bel exemple de la voie à suivre», a-t-il pompeusement soutenu.

Michaëlle Jean et Stephen Harper nous ont déjà fait le coup lors du 400<sup>e</sup> anniversaire de Québec. Tous deux ont prétendu que la fondation de Québec en 1608 marquait la naissance du Canada et que, par conséquent, tous les actuels représentants de la Couronne britannique au Canada n'étaient rien d'autre que les successeurs en droite ligne de ceux qui ont été chargés d'administrer l'Amérique française par les rois de France. Comme s'il n'y avait pas eu la meurtrière et destructrice guerre de Sept Ans entre les deux régimes. Comme si Pierre de Rigaud de Vaudreuil, dernier gouverneur français et commandant des forces militaires de Louis XV, avait quoi que ce soit en commun avec le commandant en chef Jeffrey Amherst, qui transforma le fleuve Saint-Laurent en un torrent de larmes et de sang. En vertu de cette même logique, lorsque, en 1990, l'Irak a envahi le

Koweït pour en faire sa 19<sup>e</sup> province, aurait-il fallu que les Koweïtiens considèrent dès lors Saddam Hussein comme le successeur de leur émir?

Parlant toujours de Champlain, notre futur vice-roi a même prétendu que «ce soldat qui avait vécu la guerre avait un rêve d'humanisme et de paix dans un monde de cruauté et de violence: il envisageait le Nouveau Monde comme un endroit où des personnes de cultures différentes pourraient vivre de concert en amitié, ce qui est devenu son grand projet pour l'Amérique du Nord». Non, monsieur Johnston, l'histoire du Canada post-Conquête n'a rien à voir avec le rêve de Champlain. Ponctué de multiples lois anti-langue française et efforts de minorisation assimilatrice, l'œuvre de la Couronne britannique en terre d'Amérique est plutôt le cauchemar de Champlain. Quant à vos prédécesseurs, le plus lointain est Charles Stanley Monck, devenu gouverneur général le 1<sup>er</sup> juillet 1867. Alors, si vous voulez vraiment être le rassembleur dont nous parlent vos amis fédéraux, de grâce, avant votre déménagement à Rideau Hall en octobre prochain, promettez-nous de ne plus prendre les Québécois pour des éponges à propagande.

Christian Gagnon  
Montréal, le 9 juillet 2010

## La chanson française a peu d'avenir pour qui au juste?

La directrice de la programmation du FEQ, Dominique Goulet, aurait mieux

fait de se taire au lieu de dire une ânerie, en déclarant au *Devoir* que la chanson française a peu d'avenir. Peu d'avenir pour qui ou pour quoi? Peu d'avenir pour attirer du monde lors de festivals comme le Festival d'été de Québec? Peu d'avenir pour remplir les fameuses plaines d'Abraham et remplir du même coup les coffres d'un festival? Peu d'avenir pour qui, madame Goulet? La chanson d'expression française est belle et bien vivante et se porte fort bien, vous savez. [...]

Je m'excuse, mais oui, on peut remplir les plaines avec des chanteurs francophones. Il s'agit de donner libre cours à un ou une responsable de la programmation sensible et éclairé qui sache choisir et mettre en lumière les artistes francophones qui ont la cote, et voilà. Un Eric Lapointe, un Francis Cabrel, un Charles Aznavour, etc. Et il me semble me souvenir que Céline Dion a tout de même attiré pas loin de 200 000 spectateurs en 2008 à Québec. Elle a chanté en français toute la soirée, non? Elle est Québécoise francophone, non? Elle a rempli les plaines d'Abraham, non? Je demande juste au FEQ de mettre un peu d'effort et de travail pour nous proposer un peu plus de contenu francophone lors des prochaines éditions. Je souhaite tout de même un bon festival d'été à tous les Québécois et à tous les touristes présents à Québec. Moi, cette année, je préfère passer mon tour!

Yvan Giguère  
Saguenay, le 8 juillet 2010

## LIBRE OPINION

## L'effritement de la culture

JOCELYN FISET

Artiste-peintre et membre fondateur du Regroupement des artistes professionnels de Mont-Saint-Hilaire (RAP)

Nous sommes déjà au milieu de l'année 2010, et c'est à se demander si celle-ci a vraiment été proclamée année de la biodiversité et année du rapprochement des cultures par les Nations unies, car qui en parle? Et qui s'en préoccupe réellement?

Pourtant, il s'agit de tout un défi que la conservation de la vie sous toutes ses formes sur la Terre. Je suis extrêmement inquiet des effets plutôt négatifs des événements récents tant en politique québécoise que canadienne. Ils retentissent tant sur les urgences que commande l'état de délabrement de notre société que sur le piteux état de la planète.

A en juger par l'inconscience collective ambiante, j'ai bien peur que les dérapages de la politique actuelle n'accentuent cette inconscience, pour ne pas dire ce «je-m'en-foutisme», et ne s'étendent à toute la population. Pour une société soi-disant progressiste, cet appel des Nations unies ne devrait-il pas être placé au sommet des priorités et se traduire dans nos choix sociaux, environnementaux, économiques, politiques et culturels?

Nombreux sont les intervenants spécialisés qui martèlent jour après jour l'urgence d'agir face à la problématique environnementale actuelle. Non moins nombreux sont ceux qui nous interpellent sur l'importance d'un rapprochement des cultures afin, qui sait, de parvenir un jour à ne constituer qu'une seule humanité, sans race, sans peur ni reproche. Mais pour obtenir cette fameuse rencontre des cultures, en-

core faudra-t-il que celles-ci puissent s'exposer.

Or, ne remarque-t-on pas, depuis quelques décennies, une tendance de plus en plus marquée à une hollywoodisation de la culture, où se cultiver signifie principalement se divertir? Partout, au Québec, au Canada et dans le monde, sévit en ce moment un nivellement par le bas en matière de culture avec pour conséquence l'absence de la «grande» culture (peinture, sculpture, photo, danse, poésie, etc.) dans la vie de tous les jours.

En 2006, dans ces mêmes pages, je dénonçais l'invisibilité de nos grands artistes visuels dans les médias de masse et, de ce fait, dans l'imaginaire collectif des Québécois. Déjà, dans les années 1970, le peintre catalan Antoni Tàpies écrivait «qu'un des problèmes majeurs qui se posent à l'art nouveau dans sa recherche d'un impact social se trouve chaque jour davantage lié au problème de l'accès aux mass media. On ne peut plus dire que tout dépend exclusivement du talent de l'artiste. [Ce dernier] ne peut toucher les foules sans la collaboration de ceux qui souhaitent aussi que l'art ait un impact: organisateurs d'expositions, critiques, journalistes, directeurs de journaux... L'art n'est pas toujours seul responsable».

Et j'ajouterais décideurs publics, informateurs, chercheurs mais surtout animateurs télé, qui ont une incroyable influence sur le système médiatique. A ce sujet, je m'en voudrais de passer sous silence le dernier affront: à l'émission de *Tout le monde en parle* version France, on a volontiers invité Orlan, une des artistes les plus flyées de l'art actuel français, alors qu'après cinq années de version québécoise, on n'a eu droit qu'au classique Armand

Vaillancourt et à la très conservatrice peintre Corno. Si, de l'autre bord, on ose présenter Orlan au public, pourquoi de ce bord-ci taire l'existence de nos flyés à nous tels les Richard Martel ou Monty Canstin? Décidément, je ne comprends rien à ce système médiatique. Ici, le star système fait loi et éclipse le système des Beaux-Arts.

Depuis plus d'une décennie, nos sociétés civilisées ont rejoint les confins de la galaxie Gutenberg, où les quinze minutes de célébrité accessible à tous, prophétisées dans les années 1970 par le pape du pop art américain Andy Warhol, se concrétisent aujourd'hui à la puissance dix grâce à la télé-réalité et autres émissions télévisuelles qui incluent la participation du public.

La société actuelle souffre de la boulimie du divertissement. Les moyens technologiques foisonnent, les images se consomment, se grappillent et se gaspillent à la vitesse grand V. Il y a l'hélicoptère TVA pour capter les héros malgré eux d'un incendie ou d'un quelconque désordre social. Il y a le téléphone cellulaire qui, grâce à sa minicaméra, fera de vous le réalisateur instantané captant un accident ou un tremblement de terre. Il y a le Web, les blogs, Facebook ou Twitter. En fait, tout est mis en œuvre pour donner raison à Warhol et offrir aux citoyens ordinaires beaucoup plus que quinze minutes de gloire par le truchement de la télé-réalité et de l'information-spectacle en direct.

Pourtant, il faut en être conscient, la diversité des cultures et la diversité des pratiques culturelles a autant d'importance que la diversité biologique. L'une ne va pas sans l'autre. Com-

ment croire réellement à l'importance de toutes les richesses offertes par la nature si l'on n'est pas déjà riche de possibles dans la tête? Comment penser pouvoir protéger l'existence de milliards de petites et grosses bêtes de toutes formes et de toutes couleurs qui existent sur la planète si ces dernières vivent avec sept milliards de «tatas» incultes à leurs côtés?

On dit des artistes qu'ils sont des précurseurs, qu'ils sont l'avant-garde qui voit ce que le gros de la troupe ne peut pas encore voir ou ne veut pas encore voir. Alors, qu'advient-il du pouvoir annonciateur de l'art quant la société ne lui réserve plus aucune place? Cette invisibilité médiatique de l'art serait-elle le présage de sa prochaine disparition?

Et la disparition d'une pratique aussi raffinée, d'une activité humaine aussi affinée que l'art ne serait-elle pas annonciatrice de la disparition de l'homme, de même que la disparition de la banque est annonciatrice de l'inextinguible disparition de l'ours polaire?

Ces messieurs qui, dit-on, ont les mains sur le volant pourraient-ils cesser de miner notre vie politique tant québécoise que canadienne? Ces ministres que l'on dit «premiers» sont-ils capables de faire preuve de vision et de s'élever au-dessus de la mêlée pour plancher sur l'avenir de leur province, de leur pays et de leur planète, ou bien ne sont-ils rien de plus que des fonctionnaires haut placés?

Ont co-signé ce texte d'autres membres du RAP: Réal Calder, Chantal Emond, Robert Hébert, André Michel, Jean Martel, Denise Martel, Jean-Louis Slézak et Joëlle Tremblay.

## IDÉES



## VOYAGE EN TERRA INCOGNITA

Est-il besoin de voyager longtemps pour découvrir un territoire inconnu? Une frontière invisible sépare l'univers des non-autochtones de celui des Premières Nations, méconnues dans leur histoire, leur quotidien, leurs valeurs, leurs faiblesses et leurs forces, leur désespoir et leurs espoirs. Partir à la découverte de cette destination peu fréquentée, tel est l'objectif de la fondatrice du Wapikoni mobile, Manon Barbeau, et de Ghislain Picard, chef des Premières Nations du Québec et du Labrador, dans une correspondance sur ces communautés. Tous les lundis de l'été dans cette page, ils échangent impressions, réflexions et questions. Bon voyage...

## La fin du mépris

MANON BARBEAU  
Fondatrice du Wapikoni mobile

**C**her Ghislain,  
Tu écris: «*Il faut que ça change et rapidement. Nous avons, collectivement, la responsabilité de trouver les conditions nécessaires.*» Mais comment faire? Nous sommes comme les rescapés d'une histoire d'amour qui a mal tourné. L'un a trahi l'autre et l'a presque détruit. Les Premières Nations éprouvent maintenant de la méfiance voire de la rancœur envers nous.

On peut les comprendre, leur blessure est immense: l'épisode des pensionnats, entre autres, est marqué au fer rouge dans le cœur de plusieurs. Et la «*nation québécoise*», comme tu la nommes, vit l'inconfort de la culpabilité ou sa négation, la peur et les préjugés qui entretiennent cette peur. Comment rétablir le lien qui permettrait de construire ensemble?

Il y a eu en juin 2008 le «*Pardon*» du premier ministre Stephen Harper. Peu de gestes ont suivi et on sait que le Canada n'a toujours pas signé la Déclaration des droits des peuples autochtones.

Tu dis que l'espoir vient des jeunes, les vôtres et les nôtres. La méfiance et les préjugés sont sûrement moins grands chez eux. La rencontre est possible. Je le vois dans les amitiés qui se nouent entre les jeunes des Premières Nations et ceux du Wapikoni mobile. Ils sont en liens réguliers sur Facebook, se téléphonent, se visitent. Je les suis de mon poste d'observation privilégié, et ça fait chaud au cœur.

## L'histoire d'une rencontre

J'ai envie de te raconter ma première rencontre avec les Premières Nations. Bien sûr, j'avais fait auparavant de courtes incursions dans quelques communautés croisées lors de voyages sur la Côte-Nord. Chaque fois, cet univers entre parenthèses m'interpellait profondément. Puis j'ai eu envie de réaliser un film sur les rituels de passage dans le monde, ceux qui donnent un sens à la vie. Ma recherche m'a menée en Arizona, où on m'a fait l'honneur de m'intégrer à la cérémonie de la *Sunrise Dance* ou *Na'ii'ees*.

On y soulignait l'arrivée dans le monde adulte de la jeune Apache Jocynda. La famille, les parents, les amis, les voisins, les sages de la communauté étaient là, rassemblés pour ce grand événement. Chacune des pierres, chacun des rubans, chacune des couleurs utilisées sur la robe de peau de la célébrée était relié à la nuit, au jour, à la terre, au soleil, à l'un ou l'autre élément du récit de la création du monde. Dans ses atours solennels, Jocynda a dansé pendant quatre jours au rythme des tambours, couverte de poudre de maïs; couru, ainsi poudrée d'or, vers les quatre points cardinaux; offert et reçu des offrandes.

Puis, de nuit, les Esprits de la montagne, les *Crowndancers*, sont descendus des sommets des montagnes, masqués et bruyants, le corps peint et décoré de couleurs vives, leurs cris et leurs grelots tintant dans la lueur des flammes, pour éprouver le courage de la jeune fille en l'entraînant avec eux dans la danse rituelle autour du feu sacré. Au cœur de ce paysage grandiose, la force de ce rituel séculaire était bouleversante. Après ces quatre jours, Jocynda était officiellement femme et retrouvait ses jeans et son Coke...

## Rituels interdits

Jusqu'en 1978, aux États-Unis, il était interdit aux peuples autochtones américains de pratiquer leurs rituels en public. Mais ils ne les ont jamais abandonnés. Ils les pratiquaient secrètement, au risque d'être emprisonnés. Encore aujourd'hui, ceux qui les pratiquent sont souvent accusés de sorcellerie.

La même recherche m'a par la suite conduite à Wemotaci, invitée par Marcel Boivin, alors chef de cette communauté atikamekw. C'était leur premier pow-wow. J'étais sidérée par ce que je découvrais. De nuit, en bordure du Saint-Maurice et du vieux cimetière décoré de fleurs de plastique multicolore, des tentes à l'infini, de toutes couleurs, et des feux allumés. Sur le parvis de ces tentes, des familles en costumes traditionnels échangeaient dans une langue que je ne comprenais pas: retour dans le temps. J'y ai rencontré le sage Charles Coocoo, poète et ami d'Albert Jacquard, qui a sondé mon cœur et mes intentions lors d'un long entretien en retrait des tambours et des danseurs.



MANON BARBEAU

Jeune fille couverte de poudre de maïs pour la cérémonie de la *Sunrise Dance* ou *Na'ii'ees*.

À la suite d'une rencontre avec les jeunes de la place, j'ai mis sur la glace le film sur les rituels pour écrire avec eux *La Fin du mépris*, un scénario de long-métrage. Chaque mois, je prenais le train qui partait de la gare centrale à Montréal pour traverser de fabuleux paysages. A mon arrivée à la «gare» de Samaur, il ne restait plus que deux wagons, dont l'un chargé de canots et de vivres. Plus d'un an d'écriture avec une belle gang inspirée et inspirante, jusqu'à ce que l'on perde Wapikoni.

## Wapikoni

Cette partie de l'histoire, tu la connais. Wapikoni Awashish était l'une des scénaristes du groupe, 20 ans, intelligente, dynamique et généreuse. Sa voiture a heurté un camion forestier sur le chemin de terre sinueux qui mène à La Tuque. Elle est morte fauchée par ceux qui fauchent les arbres sur le territoire atikamekw. Impossible pour nous de poursuivre l'écriture du scénario, anéantis que nous étions par l'absurdité de la tragédie. Je cite un passage de ce scénario, d'actualité ici, celui où le jeune Wacte s'adresse en atikamekw à son grand-père: «*Je ne sais plus trop comment vivre, grand-père. Je voudrais faire quelque chose pour la communauté, mais je sais pas quoi construire ni où. C'est trop petit ici, mais ici, je suis le fils de tout le monde. Ailleurs, c'est trop grand et je ne suis le fils de personne... Je parle une langue que j'aime mais que personne ne comprend. Ici, les jeunes de mon âge se tuent comme ailleurs on respire... Et quand ils sont*

*ailleurs, ils ne savent pas comment vivre... Je ne sais plus vivre comme avant, grand-père. Mais je ne sais pas non plus comment vivre autrement. Je ne sais plus comment être Indien aujourd'hui, grand-père, dans un monde qui ne pense pas comme moi, qui ne veut pas de moi, qui n'a pas les mêmes valeurs que moi... Je veux vivre, grand-père, mais je ne sais plus comment... Je suis perdu, grand-père.*»

Ce à quoi le grand-père répond: «*Le passé crée des racines aux arbres, aux hommes et aux peuples. On ne peut vivre sans lui. L'arbre qui renie ses racines renie ce qui le nourrit et ce qui fait sa force. Il faut conserver les forces de l'Indien. Mais il faut aussi acquérir les forces de l'homme blanc et avoir ainsi la force de deux hommes. Pour moi, il est trop tard, Wacte, mais pour toi et ceux de ta génération, tout commence. Le monde des Blancs a besoin de vous. Écoute ton cœur. Le cœur est comme le temps: il n'a jamais trompé personne.*»

Je pense comme toi, Ghislain: l'espoir est du côté des jeunes. Il n'y a qu'à voir pédaler quatre jeunes Algonquins partis en vélo de Kitchisakik, lointaine communauté d'Abitibi, vers Vancouver: ils roulent vers le bout du monde et vers eux-mêmes. Mais c'est une autre histoire et je t'en parle dans une prochaine lettre.

D'ici là, parce que je sais trop peu de choses de vos combats, de celui mené par les Atikamekw depuis trente ans et des autres, j'aimerais que tu me dises: Quels sont vos rêves? Et comment agir ensemble pour qu'ils deviennent réalité?

LifeSiteNews.com

## Une chasse aux sorcières organisée

RAYMOND GRAVEL  
Prêtre pour le diocèse de Joliette

**D**epuis plusieurs années, je suis la cible de *LifeSiteNews.com*, un site anglophone dirigé par le mouvement pro-vie Canada, qui s'est donné comme mission de me faire condamner par les autorités de l'Église catholique en commentant mes prises de position sur des sujets d'actualité comme l'avortement, la religion dans les écoles publiques ou encore la nomination du cardinal Marc Ouellet au Vatican.

Cependant, pour parvenir à leurs fins, les auteurs du site ne craignent pas d'utiliser le mensonge et les demi-vérités: on tronque mes textes d'opinion, on déforme mes propos, on sort une phrase de son contexte pour lui faire dire ce qu'elle ne dit pas et on invite les gens à me dénoncer auprès des autorités religieuses pour que je sois non seulement réprimandé, mais laïcisé et même excommunié. C'est ce même site qui a accusé faussement l'organisme catholique Développement et Paix de financer des avortements dans des pays du tiers monde. Aussi, plusieurs évêques ont été pris à partie par certains commentateurs, dont le cardinal Jean-Claude Turcotte, à la suite d'une déclaration qu'il avait faite concernant l'avortement.

## Analyse biaisée

Le dernier article signé Patrick B. Craine, écrit le 1<sup>er</sup> juin dernier, commente ma chronique parue dans le journal *Le Trait d'union* une semaine auparavant et qui avait pour titre «*L'avortement: entre la criminalisation et la banalisation*». Il va sans dire que l'analyse de Craine est biaisée. À partir de quelques phrases sorties de leur contexte, il tente par tous les moyens de me discréditer et de susciter la controverse auprès des lecteurs.

Et pourtant, cette chronique, je l'ai moi-même envoyée, dans son intégralité, à M<sup>re</sup> Marco Piacenza, secrétaire de la Congrégation du clergé au Vatican, pour lui affirmer mon opposition à l'avortement et lui signifier mon attachement à l'Église catholique. Dans ce billet, je cite même M<sup>re</sup> Martin Veillette, le président de l'Assemblée des évêques du Québec, qui a émis un communiqué auquel je souscris, à la suite des propos malheureux du cardinal Marc Ouellet qui avaient provoqué la colère et l'indignation de la très grande majorité des Québécois.

Par ailleurs, Patrick B. Craine ne s'arrête pas là: il reprend à son compte les commentaires d'autres auteurs écrits précédemment sur le même site et qui sont aussi erronés que le sien, afin de démontrer que je suis contre l'enseignement moral de l'Église. Son titre est révélateur: «*Despite frequent public denunciations of Church moral teachings Fr. Gravel still retains priestly faculties*» (Malgré ses fréquentes dénonciations des enseignements moraux de l'Église, l'abbé Gravel conserve ses facultés presbytérales).

## Dégoût et écoeurement

Inutile de vous dire que je suis dégoûté et écoeuré de cette situation, qui me vaut un abondant courrier des milieux anglophones du Canada et des États-Unis qui ne lisent que ce qui paraît sur ce site et qui implorent mon évêque d'intervenir pour m'exclure de l'Église une fois pour toutes.

J'ai beau rectifier les propos mensongers qu'on me prête, j'ai beau redire ma confiance et mon espérance à l'Église catholique que j'aime et que je sers, comme prêtre, depuis 25 ans, rien n'y fait, et la chasse aux sorcières se poursuit. Aussi, ce qui me blesse davantage, c'est que ce site est dirigé par des personnes qui se disent catholiques et prétendent agir au nom du Christ de l'Évangile... Après cela, on se demande pourquoi les gens, en grand nombre, délaissent l'Église, même s'ils demeurent croyants.

## Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Marco Bélair Cirino (général), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (consommation), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Lisa-Marie Gervais (éducation), Pauline Gravel (sciences), Brian Myles (justice et faits de société), Louise-Maude Rioux Soucy (santé), Philippe Papineau (pupitre) ; information politique : Michel Bélar (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Guillaume Bourgault-Côté (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutrisac (correspondants parlementaires à Québec), Alec Castonguay et Kathleen Lévesque (reporter) ; information culturelle : Michel Bélar (théâtre et cahier Culture), Stéphane Baillargeon (médiat), Frédérique Doyon (reporter), Caroline Montpetit (livres), Isabelle Paré (reporter), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre) ; information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins (reporter), Éric Desrosiers (reporter), Alexandre Shields (reporter), Dominique Remy (pupitre) ; information internationale : Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque (reporter), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives) ; Diane Précourt (responsable des pages thématiques) ; Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes) ; Michel Garneau (caricaturiste) ; Andréanne Bédard, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices) ; Paul Cauchon et Benoit Munger (responsables du site Internet), Jean-Jacques Coulombe et Émilie Folie-Boivin (commis Internet) ; Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction) ; David Dumouchel et Étienne Plamondon-Emond (commis à la rédaction). DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Bhérier (Ottawa). PUBLICITÉ Sylvain Grimard (directeur adjoint), Jean de Billy, Jennifer Boily-Demers, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Stéphanie Déziel, Véronique Langlois, Amélie Maltais, Maria M. Motta, Claire Paquet, Elyssa Porlier, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebaï (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zuida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaïtis. INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Sonia Chamberland (en remplacement de Caroline Simard) (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois ; Jean-Robert Divers (responsable promotion). ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Belliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislain Lafleur, Claudine Chevrier, Veronique Page, Monique Proteau.

## ACTUALITÉS

## HAÏTI

SUITE DE LA PAGE A 1

Trois mois plus tard et six mois après le séisme dévastateur du 12 janvier en Haïti, on entame la dernière semaine de l'année scolaire. Et les marchands et cireurs de souliers y ont repris leurs activités grouillantes de façon permanente, cette fois devant des murs de bois pressé et sous des toits de tôle.

«*Nous sommes heureux de ne pas avoir perdu notre année scolaire*», raconte Caslandre Faustine, une étudiante de 19 ans qui entamera ses deux dernières années de lycée à l'automne et qui habite avec sa famille sous une bache marquée du logo USAID dans la cour d'une école primaire. Vêtue de son uniforme bien repassé, contrairement à plusieurs collègues qui profitent au contraire de la journée «couleur» pour s'habiller à leur guise, la lycéenne a pris quelques minutes en compagnie d'amis pour discuter de son avenir et de celui de son pays avec le journaliste du *Devoir* venu à leur rencontre.

La première phase de reconstruction, celle de bâtiments semi-permanents permettant la reprise d'activités, a particulièrement été utile pour le système d'éducation, dont environ 70 % des infrastructures de la capitale étaient devenues inutilisables. À la mi-avril, la très grande majorité des écoles publiques, dont le lycée Jean-Jacques-Dessalines, avaient repris leurs activités grâce au soutien de l'armée française et de son programme, très efficace, de déblaiement des terrains scolaires publics. Les écoles privées congrégationnistes, tout comme les écoles internationales, avaient pour la plupart repris les classes le mois précédent, grâce au soutien financier de l'Église catholique ou d'autres organisations religieuses.

Par contre, les nombreuses petites écoles privées indépendantes, qui se situent pour la plupart à l'extérieur du cadre normatif du ministère de l'Éducation nationale, sont dans un plus piètre état. Ces institutions dites «*écoles-bortettes*», ne jouissent pas d'un appui public ou international. «*Il y a encore des corps sous certains décombres d'écoles*», relate un camarade de classe de Caslandre.

À l'Université d'État d'Haïti (UEH) et dans les quelques universités privées, le scénario est similaire. Des constructions de bois importé ou de préfabriqué servent de salle de classe.

«*J'ai repris les cours, mais ce ne sont pas tous les étudiants qui ont pu les reprendre*», rapporte Jackson Joseph, qui termine cet été son année préparatoire en sciences humaines à l'UEH et nourrit l'espoir d'être accepté au département de sociologie, toujours fermé, plus tard cette année. «*Les cours du tronc commun ont repris, mais pas tous les autres cours.*»

Assis sur son vieux matelas sous la tente de tôle et de bache d'à peine plus de trois mètres carrés qu'il partage avec son jeune frère, Jean-Marie, Jackson garde précieusement son vieil ordinateur portable dans son sac.

«*On essaie de s'organiser pour étudier par groupe et on se réunit chez les étudiants dont la maison n'est pas effondrée. Parfois, je peux même attraper un signal Internet sans-fil ici, mais le plus souvent, je réussis à me connecter un peu plus haut*», sur la colline envahie par les tentes.

L'École nationale d'infirmières de l'UEH attend elle aussi des abris semi-permanents qui arriveront sous peu, semble-t-il. Son bâtiment principal s'était entièrement effondré, emportant avec lui l'ensemble des 300 étudiantes de sa dernière cohorte: aucune n'a survécu. Installée temporairement dans les locaux de conférences de l'Hôpital de l'Université d'État, communément appelé Hôpital général, la faculté de médecine et de pharmacie de la même université sise dans le centre de la ville devrait aussi s'installer bientôt dans des locaux en préfabriqué.

Collaborateur du *Devoir*

## HUMANITÉ

SUITE DE LA PAGE 1

les pays et dans le monde, les inégalités sont abyssales. Depuis 15 ans, nous arrachons à notre planète plus qu'elle ne peut supporter et de très puissantes firmes déterminent de plus en plus notre devenir comme celui de la Terre.»

Si certains chantent les louanges d'un capitalisme mondialisé, Michel Beaud se préoccupe des déséquilibres qu'il suscite. «*Le capitalisme, qui s'étend dans le monde, est porteur d'une logique de "toujours plus": plus de besoins, plus de consommations, plus d'activités. Or la Terre est déjà trop petite pour la rapacité des oligarchies prédatrices et la voracité marchande d'un ou deux milliards d'humains, alors que d'autres milliards aspirent à participer à la fête. Ce qui risque fort de faire dégénérer les compétitions en conflits.*»

## Une histoire de crises

La récente crise économique n'annonce d'ailleurs pas l'effondrement de ce système aux racines vieilles de 500 ans. Bien au contraire, souligne l'auteur d'*Histoire du capitalisme* (Éditions du Seuil), un ouvrage traduit dans une quin-

## ESPAGNE

SUITE DE LA PAGE A 1

Voici donc les Espagnols abonnés au 1-0, score par lequel ils ont remporté toutes leurs joutes à élimination directe et sont devenus, avec huit buts en sept matchs, le champion du monde le moins prolifique de l'histoire. Là-dessus, on pourra observer que les Néerlandais ont un peu couru à leur propre perte, eux qui s'étaient mis dans de sales draps avec le deuxième jaune expulsant John Heitinga à la 109<sup>e</sup> et ont dû jouer les 10 minutes et des poussières restantes à court d'un homme.

Certains craignaient que la taille de l'enjeu et la présence de deux équipes qui n'avaient jamais accédé aux honneurs suprêmes ne fassent en sorte que l'on passe beaucoup de temps à s'étudier. La Roja a rapidement montré que cette tactique n'entraîne pas dans ses intentions. Ils sont sortis fort, contrôlant le ballon comme c'est leur habitude. Dès la 5<sup>e</sup> minute, le gardien Maarten Stekelenburg devait se signaler sur un tir redirigé de la tête de Sergio Ramos. Un peu plus tard, Ramos et David Villa obtenaient aussi de bonnes chances, alors que l'adversaire paraissait débordé et se cantonnait dans la longue remise.

Puis les Néerlandais ont semblé se dire hé, ça

va faire le niaisage, on ne va tout de même pas les laisser agir à leur guise, et la hargne s'est installée en milieu de terrain. Du sérieux à part ça. Cinq cartons jaunes en moins de 15 minutes, et on n'était pas encore au tiers du temps réglementaire que le carnet Webb (excusez-la) se trouvait déjà fort bien garni.

Il restait à Iker Casillas de plonger à sa gauche pour empêcher la frappe d'Arjen Robben de faire mouche dans les arrêts de jeu de la première demie pour qu'on rentre aux vestiaires sur un score vierge.

## Robben voit rouge

Même défilé de jaunes en deuxième mi-temps, une période que préférera oublier l'attaquant Robben mais dont il se souviendra longtemps. Deux fois plutôt qu'une, de splendides balles lui sont expédiées, lui permettant de se trouver fin seul en possession du ballon derrière la défense adverse. Mais à chaque reprise, Casillas viendra se dresser devant lui, la première en tendant le pied *in extremis*. Villa disposera aussi d'une belle occasion à l'autre extrémité, mais son tir depuis l'embouchure sera dévié par un joueur allongé devant lui.

En prolongation, quatre autres cartons, pour un total de 14. Quatorze. Neuf contre les Pays-Bas, cinq contre l'Espagne. Mettons que les protégés-tibias ont connu une grosse journée.

Quant à l'Espagne, la meilleure équipe au

monde a réussi ce qu'elle avait fait auparavant: user son rival, et porter le coup de grâce tardivement. Contre le Portugal en huitièmes, c'était à la 63<sup>e</sup> minute; face au Paraguay en quarts, à la 83<sup>e</sup>; devant l'Allemagne en demies, à la 73<sup>e</sup>.

La Roja n'avait jamais fait mieux qu'une quatrième place en Coupe du monde, et encore était-ce à une époque aujourd'hui bien lointaine: 1950. Or voici sa génération en or détentrice du double, après avoir raflé l'Euro 2008. Seules l'Allemagne de l'Ouest (1972 et 1974) et la France (1998 et 2000) pouvaient jusque-là prétendre avoir été simultanément championnes d'Europe et du monde.

Les Pays-Bas, pour leur part, perdent une troisième finale, les deux premières ayant été aux mains du pays hôte, la RFA en 1974 et l'Argentine en 1978.

Et peu importe qui allait gagner cette joute, on savait déjà qu'il s'agirait de la première sélection européenne à mettre la main sur le titre mondial hors d'Europe.

Pour sa part, Paul la pieuvre, le poulpe oracle de l'aquarium d'Oberhausen, en Allemagne, boucle son parcours Afrique du Sud 2010 avec un dossier parfait de huit prédictions exactes en huit tentatives.

Comme ils disent: Océ.

Le *Devoir*

PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Plus de 250 personnes ont marché, hier, pour marquer le 20<sup>e</sup> anniversaire du début de la «*crise d'Oka*», le 11 juillet 1990.

## KANESATAKE

SUITE DE LA PAGE 1

## Litige vieux de près de 300 ans

Des projets de développement menacent actuellement le territoire de la Seigneurie du Lac-des-Deux-Montagnes sur laquelle les Mohawks cherchent à faire reconnaître leurs droits depuis près de 300 ans et, par ricochet, empoisonnent les relations entre le conseil mohawk, d'une part, et les gouvernements du Canada et du Québec, sans oublier la ville d'Oka, d'autre part. «*On lutte pour la paix. Et la paix est impossible sans la justice*», a ajouté M. Saillant.

À cet égard, le grand chef du conseil mohawk de Kanésatake, Sohenrise Paul Nicholas, accueille avec un «*optimisme prudent*» la nomination de l'ancien haut fonctionnaire Fred Caron comme négociateur fédéral en chef dans le cadre des pourpar-

lers au sujet de la Seigneurie du Lac-des-Deux-Montagnes. Il a fait valoir que M. Caron aura l'oreille du ministre des Affaires indiennes et du Nord du Canada, Chuck Strahl. «*Il s'agit d'une bonne chose*», a dit le grand chef, avant de préciser qu'il ne connaissait toujours pas la date de la première rencontre avec l'émissaire d'Ottawa.

«*Les Mohawks ont toujours protesté contre l'aliénation illégale de ces terres et se sont toujours battus, parfois par la force, pour les défendre. [...] Nous ne voulons pas d'une deuxième crise d'Oka, nous voulons que cette question soit réglée comme il se doit, c'est-à-dire par la négociation d'une entente formelle*», a conclu M. Nicholas.

Ellen Gabriel a quant à elle répliqué: «*Ce n'est pas une bonne chose. Regardez son curriculum vitae*», lorsque *Le Devoir* l'a informée que Fred Caron avait été saisi du dossier.

«*C'est une journée où on a à se réconcilier avec des bouts de notre histoire*», a lancé la présidente de la Fédération des femmes du Québec, Alexa Conradi. «*La réconciliation doit mener à des res-*

connaissances de droits territoriaux, ce qui n'est pas encore fait», a-t-elle poursuivi.

Par ailleurs, le Regroupement de solidarité avec les Autochtones a déploré le refus du gouvernement de Stephen Harper de ratifier «*sans conditions*» la Déclaration sur les droits des peuples autochtones adoptée à la quasi-unanimité par les États membres de l'Assemblée générale des Nations unies.

Francine Lemay, la sœur du caporal Marcel Lemay qui a été tué par balle le 11 juillet 1990 dans un échange de coups de feu entre des agents de la Sûreté du Québec et des Mohawks, a pour sa part participé au lancement d'un ouvrage sur l'histoire de la communauté de Kanésatake intitulé *A l'orée des bois*, qu'elle a traduit en français. «*J'ai voulu offrir à la population francophone une autre perspective de l'histoire méconnue d'un peuple courageux attaché à ses racines*», a-t-elle affirmé.

Le *Devoir*

zaine de langues et dont la sixième édition vient de paraître. «*L'histoire montre ceci: la crise est inhérente à la dynamique du capitalisme. Celle de 2008-2009, d'abord financière et états-unisienne, est devenue économique et mondiale. Mais surtout, cette crise s'inscrit dans une grande transformation, un épisode majeur semblable à ce qu'avait été, pour les premiers capitalistes d'Europe, la "Grande dépression" de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Avec, aujourd'hui comme alors, mutation technologique et énergétique, profonde transformation du capitalisme et déplacement de son centre de gravité dans le monde.*»

«*Dans ce cadre, il n'est plus possible de penser le devenir du capitalisme en général. Il y a des activités et des secteurs qui se renforcent et d'autres qui s'affaiblissent; de même pour les pays et les régions. On voit clairement se concrétiser l'affaiblissement des capitalistes d'Europe et d'Amérique du Nord, alors que de nouveaux capitalistes, en Chine et dans d'autres pays, s'affirment et se renforcent. Donc, le capitalisme se développe puissamment, notamment en Asie. Il a encore de fortes dynamiques et de grandes crises devant lui.*»

Pour Michel Beaud, l'immense gâchis environnemental dans le golfe du Mexique causé par la compagnie pétrolière BP est emblématique des excès du capitalisme. Les hauts dirigeants ont

toutefois aussi leur part de responsabilité. «*Il y a l'hubris [l'orgueil démesuré], le présomptueux aveuglement de scientifiques et d'hommes de pouvoir*», explique-t-il, voyant poindre à l'horizon de nouvelles menaces. «*Je pense notamment au projet international ITER de maîtriser sur Terre la fusion thermonucléaire du soleil*», une entreprise «*ridicule et dangereuse*».

Même chose pour la géo-ingénierie, cette science qui pourrait être utilisée pour contrer les changements climatiques. «*Actuellement, certains scientifiques deviennent dangereusement fous en voulant gérer le climat de la Terre mieux que ne l'ont fait des dizaines de millénaires d'évolution*», s'indigne-t-il.

## La bête capitaliste

Avec son nouveau cycle d'expansion, dompter le capitalisme sera de plus en plus difficile parce que plus diffus et présent que jamais. Mais aussi en raison du soutien constant dont il fait l'objet de la part des riches et des classes moyennes, les plus pauvres le tolérant dans l'espoir de jours meilleurs. Pour le maîtriser, l'économiste évoque le besoin d'autorités politiques mondiales. Cependant, «*les grands pays émergents accepteront-ils l'instauration de règles et de contrôles que les pays occidentaux ont refusés quand ils étaient dominants?*», se questionne-t-il.

Aussi grande que puisse paraître cette tâche, elle n'est pas impossible. Le système capitaliste n'a pas toujours été aussi débridé. À certains moments, «*quelque chose de préférable*» a existé, explique l'intellectuel férù d'histoire. Les gouvernements sociaux-démocrates européens, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, en sont de bons exemples. «*Mais c'était avec l'appui d'un puissant mouvement social et d'organisations syndicales fortes*», précise-t-il.

Seulement, le rapport de forces entre la société civile et le capitalisme s'est affaibli avec la désagrégation des classes ouvrières et la précarisation du travail. Et le libéralisme économique actuel coupe les ailes à tout mouvement social. Sans ce contre-pouvoir, l'universitaire craint que le monde ne s'enfoncé davantage dans une «*société d'apartheid*».

Michel Beaud espère que l'humanité réussira à trouver un nouvel équilibre dans cet univers en mutation. Critique de l'étatisme soviétique et se méfiant du thème de la décroissance dans un monde aussi inégal, il appelle à se sortir d'«*une société où l'on vit pour consommer*». Mais, prévient-il, seulement pour éviter le pire, des décennies de travail et de lutte seront nécessaires.

Collaboration spéciale

## LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

## Comment nous joindre ?

## La rédaction

Au téléphone 514-985-3333  
Par télécopieur 514-985-3360  
Par courriel redaction@ledevoir.com

## La publicité

Au téléphone 514-985-3399  
Par télécopieur 514-985-3390  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

## Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344  
Par télécopieur 514-985-3340  
Par courriel avisdev@ledevoir.com

## Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322  
Par télécopieur 514-985-3340

## Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur 514-985-5967  
Par courriel abonnements@ledevoir.com  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

## L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346  
Par télécopieur 514-985-3390